Une étude de Forrester Consulting
commandée par Diligent

Octobre 2018

Fracture numérique chez les administrateurs : les conseils d'administration n'utilisent pas les outils digitaux disponibles

Trop de conseils en sont toujours à utiliser des e-mails personnels au lieu de systèmes de communication sécurisés

FORRESTER®

Table des matières

1 Synthèse

2 Trop de conseils en sont toujours à utiliser des e-mails personnels et exposent leur entreprise à des risques de cyber-sécurité

5 Les conseils font usage de la technologie, mais les possibilités de développement sont encore nombreuses

7 Une liste visant à améliorer les pratiques de gouvernance

10 Annexe

Directeur de projet :
Sarah Brinks, Consultante en impact sur le marché

Contribution à l'étude :
groupe d'étude de Forrester sur la sécurité et les risques

À PROPOS DE FORRESTER CONSULTING

Forrester Consulting propose un service de conseil indépendant et objectif basé sur la recherche pour mener les leaders d'entreprises au succès. Les services de conseil de Forrester, qui s'étendent de courtes sessions stratégiques jusqu'à des projets sur mesure, vous mettent en contact direct avec des analystes qui appliquent des perspectives expertes aux défis spécifiques de votre activité. Pour en savoir plus, rendez-vous sur forrester.com/consulting.

© 2018, Forrester Research, Inc. Tous droits réservés. Toute reproduction non autorisée est strictement interdite. Les informations s'appuient sur les meilleures ressources disponibles. Les avis exposés reflètent un jugement à un moment donné et peuvent être amenés à évoluer. Forrester®, Technographics®, Forrester Wave, RoleView, TechRadar et Total Economic Impact sont des marques commerciales de Forrester Research, Inc. Toutes les autres marques commerciales appartiennent à leur entreprise respective. Pour en savoir plus, rendez-vous sur forrester.com. [E-37916]

FORRESTER®

50 % des communications internes du conseil se font par messagerie électronique personnelle, 53 % des conseils en Amérique du Nord, 51 % en Europe et 48 % en Asie-Pacifique utilisant la messagerie électronique personnelle pour les communications internes sensibles du conseil d'administration.

87 % des conseils d'administration se préoccupent de la sécurité de leurs communications et du partage des données.

Synthèse

Pour les professionnels, les enjeux relatifs à la gestion des problèmes critiques, tels que le cyber-risque, la réglementation, la culture et l'éthique, ainsi que la pression constante exercée pour améliorer les performances de l'entreprise, n'ont jamais été aussi importants. Pour cette étude, le segment des professionnels de la gouvernance comprend des membres de conseils d'administration, des administrateurs, des juristes, des secrétaires généraux et du personnel de relations avec les investisseurs. Les conseils ne peuvent pas continuer de compter sur des faibles pratiques de sécurité et des approches obsolètes pour protéger leurs affaires et supports sensibles aux cyberattaques. Une technologie assurant une gestion de la gouvernance de bout en bout est indispensable. La capacité de communiquer et de collaborer en toute sécurité, prendre des décisions et tirer le meilleur parti du temps limité en réunion est primordiale.

En avril 2018, Diligent Corporation a commandé une étude à Forrester Consulting pour évaluer la technologie utilisée pour la gouvernance des conseils d'administration. Forrester a mené une enquête en ligne auprès de 411 professionnels de la gouvernance de 11 pays, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, afin d'explorer ce sujet. Nous avons constaté que les membres de conseils d'administration et les professionnels de la gouvernance n'alignaient pas leurs propres pratiques de communication à la posture de cybersécurité de l'entreprise. Ces mêmes conseils s'appuient sur la technologie pour les aider à accroître leur visibilité au sein de l'entreprise, mais la plupart d'entre eux n'ont pas encore mis en place avec succès une solution de gestion de la gouvernance d'entreprise permettant une supervision efficace dans des domaines critiques tels que le cyber-risque et la communication de crise.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

- **Plus de la moitié des communiqués internes sensibles des conseils sont transmis par messagerie électronique personnelle.** 56 % des membres du conseil utilisent la messagerie électronique personnelle (non réglementée par l'entreprise) pour communiquer sur les questions relatives au conseil. Ce type de pratique rend les conseils vulnérables aux cyberattaques, aux brèches de sécurité et aux fuites de données par inadvertance. Alors qu'un peu plus du tiers des conseils utilisent des canaux de communication sécurisés fermés, les autres risquent de subir une perte matérielle potentielle en raison de l'utilisation de méthodes de communication non sécurisées.
- **De nombreux conseils ne parviennent pas à exploiter la technologie pour gagner en visibilité et en dégager de nouvelles informations.** La technologie intégrée aide les conseils à mieux comprendre les domaines les plus à risque, consulter les tableaux de bord des catégories de gouvernance et mieux comprendre les activités de l'entreprise. La technologie de gouvernance de bout en bout permet aux conseils d'identifier plus rapidement et de manière plus complète les zones de risque potentiel, et de collaborer avec la direction pour faire face aux vulnérabilités de l'entreprise. Cependant, peu de conseils utilisent actuellement cette technologie.
- **Plus souvent, la technologie constitue un obstacle pour les conseils d'administration en situation de crise.** Les conseils qui ont connu une crise (problème de relations publiques, problème juridique, activisme des actionnaires, atteinte à la sécurité des données) nous disent que leur logiciel actuel de gestion de conseil constituait un obstacle ou n'a apporté aucune aide lorsqu'il s'agissait de leur permettre de réagir rapidement et sécuriser la communication entre les administrateurs.

Trop de conseils en sont toujours à utiliser des e-mails personnels et exposent leur entreprise à des risques de cyber-sécurité

Les conseils d'administration ont adopté de nombreux types de technologies pour les aider à gérer les réunions, notamment la planification, l'accès aux supports, etc. Cependant, les pratiques naissantes des professionnels de la gouvernance rendent les conseils d'administration et leurs entreprises vulnérables aux cyberattaques et les exposent aux coûts élevés éventuels et aux graves conséquences d'une divulgation publique de documents sensibles. En interrogeant 411 professionnels de la gouvernance, nous avons constaté que :

- **La moitié des professionnels de la gouvernance utilisent leur messagerie personnelle pour les communications internes sensibles du conseil d'administration.** Les administrateurs/membres du conseil d'administration sont les principaux utilisateurs de messagerie personnelle à 56 %, suivis des cadres supérieurs à 51 %. Le fait de transmettre des documents relatifs au conseil d'administration ou de discuter de sujets sensibles tels que les fusions et les acquisitions, les licenciements ou d'autres questions juridiques délicates par le biais de la messagerie personnelle, constitue un point d'entrée pour les cyberattaques. Indépendamment du risque, l'utilisation de la messagerie personnelle pour la communication du conseil est fréquente parmi les conseils de toutes tailles et de toutes les régions. L'Amérique du Nord présente la plus forte utilisation (53 %), suivie de près par l'Europe (51 %), et la plus faible utilisation est constatée en Asie-Pacifique (48 %). Les conseils d'administration tardent à adopter des méthodes de communication plus sécurisées, telles que les messageries fermées et sécurisées pour les administrateurs, avec seulement 35 % des conseils utilisant cette méthode à l'heure actuelle. En Asie-Pacifique et en Europe, l'adoption de la messagerie sécurisée fermée a progressé, avec 37 % et 36 % respectivement, contre seulement 30 % en Amérique du Nord. Même parmi les conseils qui utilisent un portail digital, 55 % utilisent toujours la messagerie personnelle pour leurs communications internes.

  À l'heure actuelle, seulement 42 % des conseils d'administration disposent d'un logiciel permettant la discussion en ligne. La fonctionnalité de discussion en ligne fait référence aux options de discussion en tête à tête ou en groupe. L'utilisation de la fonctionnalité de discussion en ligne varie selon les régions. Les conseils d'administration en Asie-Pacifique utilisent aujourd'hui le plus souvent les fonctions de discussion en ligne (48 % dans le cadre de leur gestion actuelle des conseils), suivis de l'Europe (45 %) et de l'Amérique du Nord (31 %). Les professionnels de la gouvernance doivent aligner leurs propres pratiques de communication sur la posture de cybersécurité de l'entreprise et utiliser uniquement des pratiques de communication sécurisées. Les capacités de gestion de conseil qui aideraient les conseils de chaque région à mieux exécuter leur travail varient. Les salles de marché virtuelles (SMV) et la fonctionnalité de discussion en ligne constituaient les fonctionnalités les plus avancées dans toutes les régions pour aider les répondants à mieux effectuer leur travail. L'Europe a également besoin de capacités de vote/sondage et de fonctionnalités de secrétariat. Les conseils d'administration nord-américains ont besoin de fonctionnalités leurs permettant de faciliter la saisie des procès-verbaux, mais ils ont également donné la priorité aux fonctionnalités de gestion de projet et d'archivage/de recherche. Les conseils en Asie-Pacifique ont convenu qu'ils avaient besoin de fonctionnalités leurs permettant de faciliter la saisie des procès-verbaux, d'archivage et de recherche pour mieux effectuer leur travail.

47 % des conseils d'administration utilisent la messagerie instantanée pour leur communication interne. Les conseils d'administration en Asie-Pacifique présentent la plus forte adoption de la messagerie instantanée pour leur communication interne, avec 57 %. L'Europe vient ensuite à 50 %, mais seulement 29 % des conseils d'administration nord-américains utilisent la messagerie instantanée.

- **Près de 30 % des membres du conseil ont déclaré avoir perdu/égaré un téléphone, une tablette ou un ordinateur au cours de l'année passée.** En outre, 23 % ont déclaré avoir perdu/égaré des supports papier, faisant de la perte d'appareils et de documents papier la faille de sécurité la plus fréquente. L'utilisation des appareils est en augmentation, avec 91 % des conseils d'administration utilisant un logiciel de gestion de conseil sur un ordinateur portable/de bureau, 59 % sur une tablette et 54 % sur un téléphone mobile. Cependant, notre étude a révélé que ces problèmes ne sont pas spécifiques à une région particulière ou à la taille d'une entreprise, mais communs à tous les conseils. Compte tenu du taux d'appareils perdus ou égarés, les solutions logicielles offrant la possibilité d'effacer les données d'un appareil à distance intéressent davantage les conseils d'administration dont les membres ont accès à leurs documents via des appareils mobiles. Toutes les régions interrogées dans le cadre de cette étude sont d'accord que le principal défi en matière de sécurité est le nombre d'appareils égarés, 45 % des membres du conseil d'administration nord-américains ayant perdu/égaré un appareil, suivis de 30 % en Europe et 28 % en Asie-Pacifique.

  Avec des appareils fréquemment perdus et des actifs égarés, une technologie qui empêche les cyberattaques est essentielle pour répondre aux craintes les plus importantes des membres du conseil : allégations de fraude ou de corruption, cyber-incidents, infractions à la conformité débattues publiquement et risque d'atteinte à la réputation. Les entreprises peuvent probablement échapper aux amendes réglementaires, mais elles ne survivront probablement pas à un exode prolongé de clients.[1] C'est une raison de plus pour protéger les actifs contre les pertes ou les infractions potentielles.

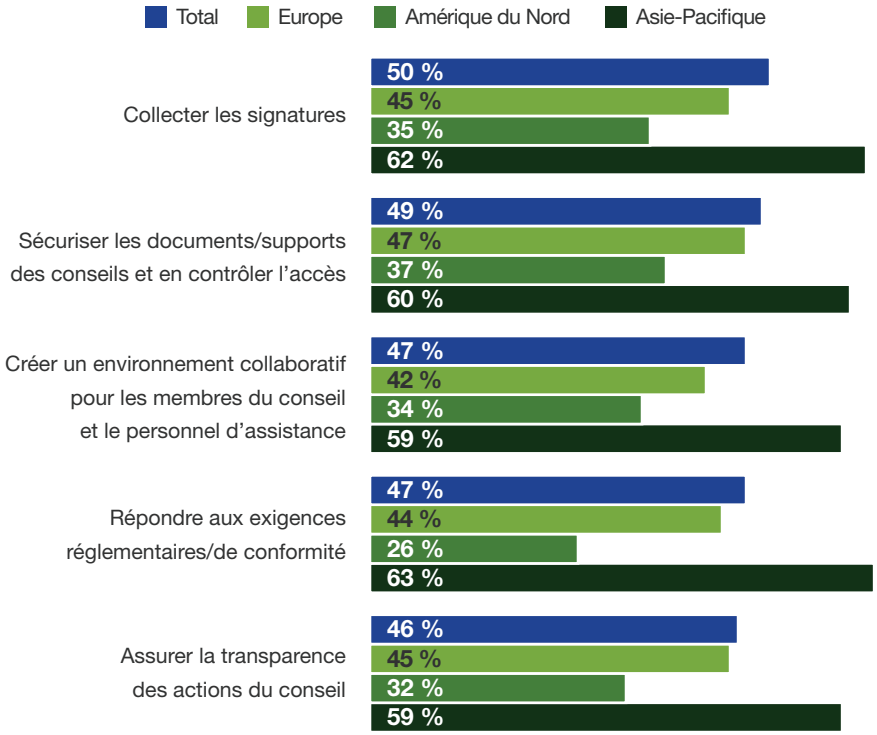
- **41 % des conseils sont très préoccupés par leur capacité à sécuriser leurs communications et partager leurs données.** Les conseils d'administration ne disposent pas de la technologie nécessaire pour bloquer les cyberattaques et satisfaire aux exigences de conformité. À mesure que les cybermenaces progressent, la nécessité de protéger les membres du conseil d'administration et les documents n'a jamais été aussi critique. Les conseils d'administration sont moins satisfaits de leur visibilité actuelle sur la cybersécurité. Les litiges potentiels ou en instance constituent un domaine dans lequel les conseils d'administration européens ont besoin de plus d'aide, par rapport à l'Amérique du Nord ou à l'Asie-Pacifique. Cette insatisfaction émane des difficultés rencontrées par les conseils lors de l'utilisation de cette technologie, notamment la sécurisation des documents/supports du conseil, le contrôle de l'accès, le respect des exigences réglementaires/de conformité, la transparence des actions du conseil, etc. (voir la Figure 1). Alors que toutes les régions font face à ces défis, les conseils d'administration en Asie-Pacifique sont les plus en difficulté.

29 % des professionnels de la gouvernance ont perdu ou égaré un téléphone portable, une tablette ou un ordinateur portable au cours de l'année passée.

49 % des conseils rencontrent des difficultés à sécuriser les documents/ supports du conseil et en contrôler l'accès. Ce problème est plus marqué en Asie-Pacifique (60 %), comparativement à l'Europe (47 %) et à l'Amérique du Nord (37 %).

Figure 1

« Dans quelle mesure chacun des éléments suivants présente-t-il des difficultés lors de l'utilisation de votre logiciel de gestion de conseil actuel ? »
(réponses « Difficile » et « Très difficile » affichées)



Base : 411 décideurs de conseils d'administration dans le monde entier
Source : une étude menée par Forrester Consulting pour le compte de Diligent, août 2018

Les conseils d'administration bénéficient de la technologie, mais les possibilités de développement sont encore nombreuses

Dans le paysage actuel, une technologie de base a été adoptée pour aider à gérer les responsabilités en matière de gouvernance d'entreprise. Cependant, il reste encore beaucoup à faire avant que les conseils d'administration ne parviennent à une gouvernance numérique de bout en bout. Compte tenu de la nature sensible des documents abordés lors des réunions du conseil et en dehors de celles-ci, les entreprises ont besoin d'un logiciel pour gérer le processus de bout en bout et assurer gouvernance, collaboration et sécurité, bien au-delà de la salle du conseil.

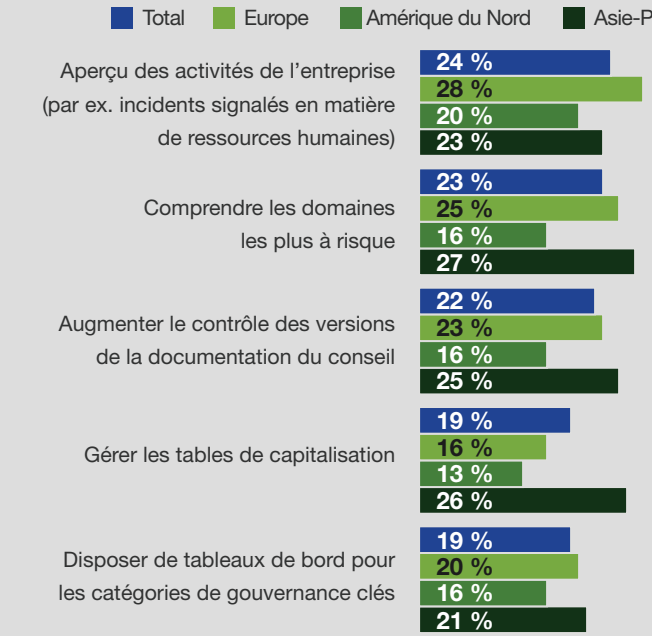
Les problématiques incluent :

- **Moins d'un tiers des responsabilités en matière de gouvernance sont désormais résolues à l'aide de la technologie.** Seuls les conseils d'administration nord-américains ont pu résoudre plus d'un tiers de certaines responsabilités en matière de gouvernance par la technologie. La préparation de rapports, l'amélioration de la planification et la rationalisation de la préparation des réunions sont importantes, mais cela ne résout pas les problèmes de gouvernance plus importants auxquels les conseils sont confrontés à l'heure actuelle. Parmi les responsabilités en matière de gouvernance que la technologie ne peut probablement pas résoudre à l'heure actuelle, nous citons les tableaux de bord des catégories de gouvernance clés, la compréhension des domaines les plus à risque et la compréhension des activités de l'entreprise, telles que les incidents relatifs aux ressources humaines (voir la Figure 2). Ces domaines de gouvernance constituent un défi pour les conseils d'administration à l'échelle mondiale. Les conseils d'administration savent que l'exploitation de la technologie adéquate peut aider à garantir le respect des exigences de conformité, accroître l'accès aux données pertinentes, permettre aux membres du conseil de prendre de meilleures décisions et améliorer la compréhension globale de la sécurité.
- **Les composants critiques de gestion de la gouvernance d'entreprise (GGE) améliorent la sécurité.** 87 % des conseils d'administration sont légèrement à extrêmement préoccupés par la sécurité de leurs communications et du partage des données. 92 % des conseils en Asie-Pacifique sont au moins légèrement préoccupés par la sécurité de leurs communications et du partage des données, suivis de 87 % des conseils en Europe et de 77 % en Amérique du Nord. En conséquence, ils recherchent une technologie pour organiser, faciliter et sécuriser les processus, procédures et informations liés aux activités de gouvernance du conseil. Les conseils ont cité les composants essentiels au succès de la GGE (voir la Figure 3). À mesure que les programmes et technologies de gouvernance des conseils, de gestion des risques et de conformité se développent, ils offrent des capacités de gouvernance plus avancées et, en définitive, de meilleures performances et une plus grande valeur métier. Les conseils doivent déterminer le domaine où leur programme ajoute de la valeur aujourd'hui et comment ils souhaitent le faire évoluer à l'avenir.[2]

20 % des conseils ont déclaré qu'un logiciel de gestion de conseil permettant l'annotation, le partage et le transfert de documents serait plus efficace. 22 % des conseils d'administration en Asie-Pacifique sont d'accord, tout comme 19 % des conseils d'administration nord-américains et européens.

Figure 2

« Lesquelles des responsabilités de gouvernance suivantes ont déjà été résolues dans votre entreprise grâce à la technologie ? » (5 dernières réponses affichées)

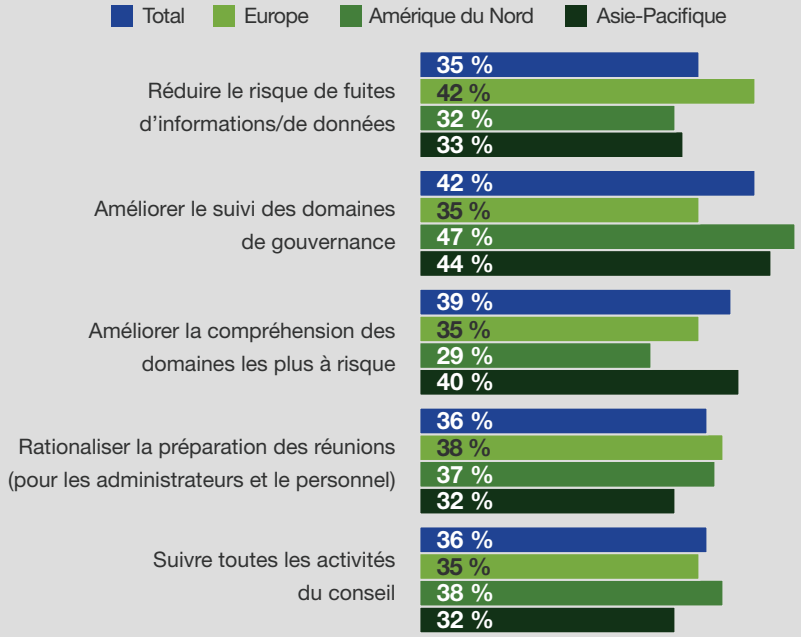


Base : 411 décideurs de conseils d'administration dans le monde entier
Source : une étude menée par Forrester Consulting pour le compte de Diligent, août 2018

38 % des conseils d'administration en Asie-Pacifique, 35 % en Europe et 30 % en Amérique du Nord estiment qu'une meilleure compréhension des domaines les plus à risque pour leur conseil serait la plus efficace si elle était résolue à l'aide de la technologie.

Figure 3

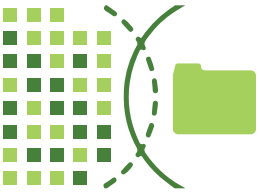
« Classez les cinq composants les plus critiques pour réussir la gestion de la gouvernance d'entreprise (GGE). » (5 premières réponses affichées)



Base : 411 décideurs de conseils d'administration dans le monde entier
Source : une étude menée par Forrester Consulting pour le compte de Diligent, août 2018

FORRESTER®

› **Le portail est fortement adopté, mais son utilisation est limitée.** Alors que les portails des conseils peuvent être utiles pour améliorer la conformité des communications et de la gouvernance, les mauvaises pratiques des professionnels de la gouvernance doivent être réglées. C'est en Asie-Pacifique que l'utilisation des logiciels de portail de conseil est la plus répandue : 54 % des conseils l'utilisent actuellement, suivie de 48 % des conseils en Europe. L'utilisation des logiciels de portail de conseil est la plus basse en Amérique du Nord, avec seulement 32 % des conseils qui l'utilisent actuellement. La messagerie (personnelle et professionnelle) et les conférences vidéo/téléphoniques sont les technologies les plus utilisées pour la communication interne. L'Asie-Pacifique et l'Europe utilisent les mêmes technologies de pointe pour gérer les conseils d'administration. Ce sont surtout les vidéoconférences qui comptent le plus dans les régions suivantes : Asie-Pacifique à 72 % et Europe à 68 %. La messagerie électronique et les PDF sont le deuxième élément technologique le plus utilisé, avec l'Asie-Pacifique à 70 % et l'Europe à 74 %. Les services de collaboration documentaire sont la troisième technologie la plus utilisée par les membres des conseils, avec l'Asie-Pacifique à 66 % et l'Europe à 69 %. L'Amérique du Nord utilise également la visioconférence (58 %), ainsi que la messagerie électronique et les PDF (69 %), mais la principale technologie en matière de gestion de conseil est la conférence téléphonique (74 %). D'autres technologies telles que les outils de gestion de projet et les salles de marché virtuelles (SMV) n'ont pas encore été largement adoptées. L'adoption des SMV est la plus basse en Amérique du Nord avec 16 %, contre 42 % en Asie Pacifique et 40 % en Europe. 29 % des entreprises utilisent encore des dossiers papier pour gérer leurs conseils. Avec près du quart des conseils d'administration ayant admis avoir perdu des supports papier au cours de l'année passée, ce type de communication doit être supprimé progressivement au profit de canaux numériques plus sécurisés.



40 % des conseils qui ont connu une crise au cours des deux dernières années n'ont reçu aucune aide ou ne pouvaient recevoir d'informations de la part de leurs juristes à cause de leur logiciel de conseil actuel.

Une liste visant à améliorer les pratiques de gouvernance

L'utilisation stratégique et complète des technologies de GGE permet aux conseils d'organiser, faciliter et sécuriser les processus, procédures et informations liés aux activités de gouvernance du conseil. La GGE permet une communication et un partage sécurisés des documents sensibles et des garanties de conformité. Les entreprises sans GGE utilisent des technologies, telles que la messagerie électronique personnelle, et des processus qui les rendent vulnérables aux attaques.

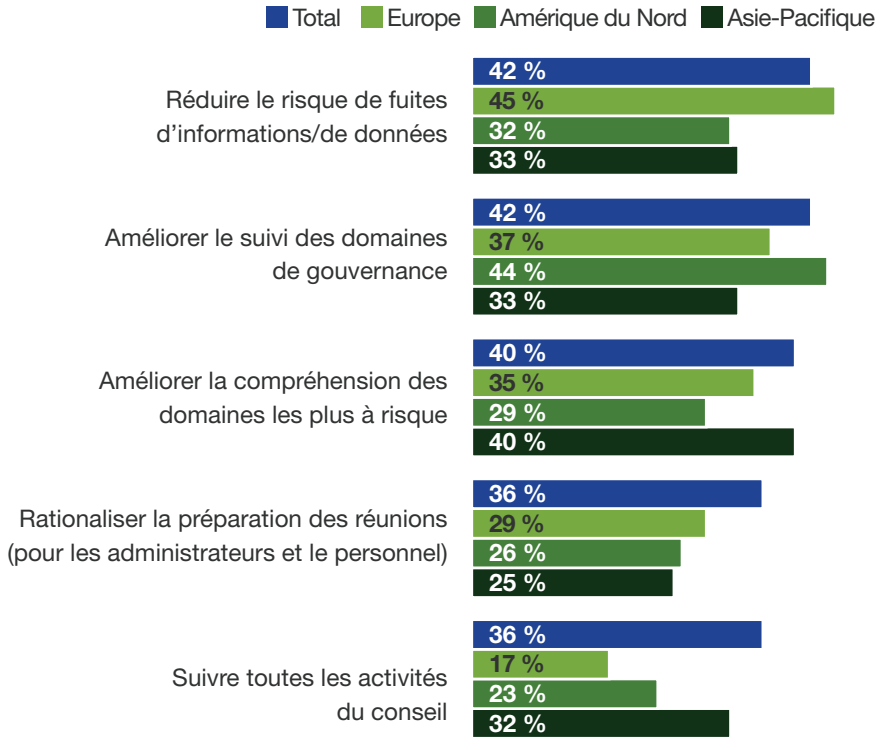
Les résultats de l'étude indiquent que les membres des conseils ont besoin d'une solution qui :

› **Améliore la gestion du conseil, surtout en situation de crise.** La technologie est essentielle au bon déroulement des processus quotidiens des conseils, mais elle est également essentielle en situation de crise. 30 % des conseils ont connu une situation de crise (problème de relations publiques, problème juridique, atteinte à la sécurité des données) au cours des deux dernières années. Les conseils d'administration en Asie-Pacifique ont affiché l'incidence la plus élevée de crises (37 %), suivis de 30 % en Europe, et les conseils d'administration nord-américains ont affiché la plus faible incidence de crises (19 %). Dans de nombreux cas, le logiciel de gestion de conseil constituait un obstacle, ou n'apportait aucune aide (voir la Figure 4). Les conseils d'administration en Europe ont rencontré des difficultés lors de l'examen des politiques ou des plans, et la réception d'informations de la part de leurs juristes. Les conseils d'administration nord-américains avaient bénéficié de moins d'aide de leur logiciel de gestion de conseil lorsqu'ils tentaient d'établir une communication sécurisée entre les administrateurs au cours d'une crise. Les conseils d'administration doivent agir rapidement et avec précision afin d'éviter tout dommage supplémentaire causé par un problème de relations publiques, un problème juridique ou une atteinte à la sécurité des données. Le logiciel de gestion de conseil doit permettre de répondre dans les délais prescrits et une communication sécurisée entre les administrateurs.

40 % des conseils d'administration en Asie Pacifique et en Amérique du Nord conviennent que le fait d'assurer le respect des exigences de conformité aurait le plus d'impact. 31 % des conseils d'administration européens sont d'accord.

Figure 4

« En pensant à la situation de crise qu'a connue votre conseil d'administration au cours des 12 derniers mois, veuillez décrire l'étendue de l'aide que vous avez reçue ou les obstacles que votre logiciel de gestion de conseil a rencontrés dans les domaines suivants. »



Base : 123 décideurs de conseils d'administration dans le monde entier
Source : une étude menée par Forrester Consulting pour le compte de Diligent, août 2018

› **Donne la priorité au suivi des performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).** Les nouveaux et les futurs talents peuvent être attirés par les entreprises qui appliquent de bonnes pratiques ESG. Mais les conseils d'administration ont besoin d'une technologie qui permette de comparer, voire de suivre et de promouvoir en temps réel les efforts ESG. Les conseils d'administration qui peuvent se concentrer correctement sur les initiatives ESG semblent plus attrayants pour le personnel. 84 % des conseils (Asie-Pacifique : 90 %, Europe : 82 % et Amérique du Nord : 79 %) ont déclaré que le suivi des performances ESG était important pour l'acquisition de talents et la performance financière à long terme. Et 28 % des conseils ont également déclaré que le fait d'utiliser une technologie qui leur permettrait d'atteindre leurs objectifs ESG aurait le plus d'impact sur leur conseil. Lorsqu'on leur a demandé quel impact cette technologie pourrait avoir sur la réalisation des objectifs ESG, les conseils d'administration en Asie-Pacifique le ressentaient plus fortement, par rapport aux conseils en Europe et en Amérique du Nord. Les conseils d'administration de toutes les régions sont les moins satisfaits de leur visibilité sur les questions liées à la durabilité et aux progrès ESG.

De même, les organisations à but non lucratif et les entités gouvernementales sont les moins satisfaites de leur visibilité sur les questions liées à la durabilité et aux progrès ESG par rapport aux entreprises publiques et privées. Les entreprises qui adoptent : 1) des pratiques environnementales telles que « l'écologisation » ; 2) le travail et les pratiques de fabrication comme la production nationale ; et 3) des causes humanitaires telles que des produits non testés sur les animaux ou le bien-être mondial tendent à générer un sentiment de consommation positif ou neutre.[3]

Seuls 21 % des conseils d'administration en Asie-Pacifique et 20 % des conseils d'administration en Europe disposent d'un logiciel de gestion de conseil qui fournit des tableaux de bord des catégories de gouvernance clés ; l'Amérique du Nord affiche la valeur la plus basse à 16 %.

FORRESTER®

› **Optimise la durée des réunions du conseil.** Bien que l'amélioration des pratiques de GGE des membres du conseil d'administration et de la performance ESG soit cruciale, les conclusions de notre étude ont également montré que les conseils ont du mal à utiliser efficacement leur temps. De nombreux conseils d'administration ne tiennent qu'une réunion trimestrielle pour débattre des problèmes critiques auxquels leur organisation est confrontée, et les résoudre. Ce temps doit être exploité à bon escient et ne doit pas être gaspillé dans la réutilisation d'anciens rapports ou données. 71 % des rapports écrits reçus avant une réunion du conseil datent d'au moins une semaine. 76 % des conseils d'administration en Asie-Pacifique reçoivent des rapports écrits datant d'au moins une semaine avant une réunion du conseil d'administration, contre 76 % des conseils d'administration européens et 65 % des conseils d'administration nord-américains. En outre, les membres du conseil ont déclaré que 56 % des rapports présentés lors d'une réunion auraient été plus efficaces s'ils avaient été fournis : 1) à l'avance et 2) par écrit (ou sous forme numérique). Les professionnels de la gouvernance doivent être attentifs lors de la planification des ordres du jour des réunions du conseil. En moyenne, 46 % de toutes les réunions du conseil sont consacrées à l'examen de rapports ou de présentations, et les conseils doivent décider si c'est le moyen le plus efficace d'utiliser leur temps.

Bien que la technologie ne soit pas une solution miracle pour résoudre tous les problèmes et les défis liés à la gouvernance des conseils d'administration, elle est essentielle pour garantir la sécurité des documents du conseil d'administration et la prise de décisions stratégiques éclairées. Les téléphones mobiles seront perdus, les papiers seront égarés et les pirates informatiques sophistiqués n'arrêteront pas de chercher des informations, mais les conseils d'administration qui appliquent des règles de sécurité strictes risquent moins de se retrouver en situation de crise. Lorsqu'il n'y a pas de crise, il est important que les membres du conseil et les professionnels de la gouvernance se concentrent sur les problèmes et les initiatives en temps réel. Une communication interne améliorée et sécurisée du conseil permet aux membres de se connecter et de collaborer plus rapidement et plus efficacement. Recevoir des rapports numériques au moment de leur rédaction, plutôt que des jours, des semaines, voire des mois plus tard, lors d'une réunion du conseil d'administration, permet d'agir plus rapidement.

Actuellement, seuls 27 % des conseils d'administration en Asie-Pacifique et 25 % de ceux en Europe possèdent un logiciel de gestion qui leur permet de mieux comprendre les domaines les plus à risque. L'Amérique du Nord affiche la valeur la plus faible (16 %).

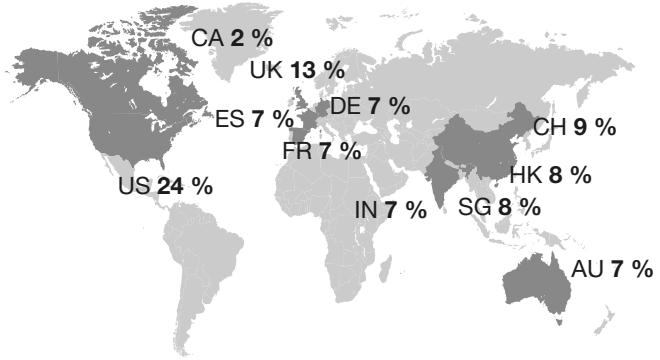
56 % des rapports présentés lors d'une réunion du conseil auraient été plus efficaces s'ils avaient été livrés à l'avance et par écrit (ou sous forme numérique). Les conseils d'administration nord-américains ont affiché la valeur la plus basse (53 %), suivis de l'Europe et de l'Asie-Pacifique (57 % chacune).

Annexe A : Méthodologie

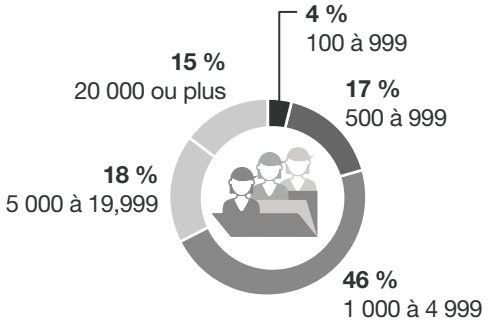
Dans cette étude, Forrester a mené une enquête en ligne auprès de 411 professionnels de la gouvernance aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Espagne, en Allemagne, en France, en Chine, à Singapour, à Hong Kong, en Inde et en Australie pour évaluer les pratiques de gestion de conseil d'administration. Les participants à l'enquête comprenaient des cadres dirigeants, des administrateurs/membres du conseil d'administration, des secrétaires généraux, des responsables informatiques, des juristes et du personnel des relations avec les investisseurs. Les questions posées aux participants portaient sur leur logiciel de gestion de conseil, l'utilisation du temps des réunions du conseil et les performances environnementales, sociales et en matière de gouvernance (ESG). L'étude a commencé en juin 2018 et s'est terminée en juillet 2018.

Annexe B : Données démographiques

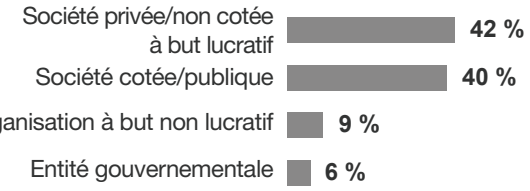
« Dans quel pays vous trouvez-vous ? »



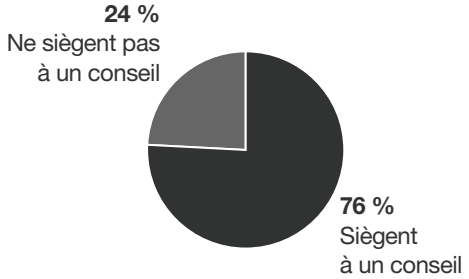
Taille de l'entreprise (effectif)



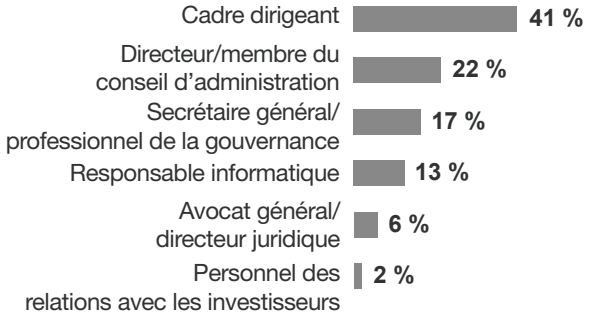
Entité



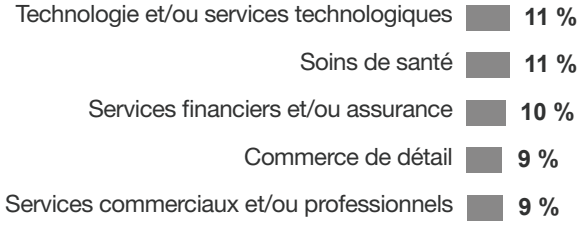
Membres du conseil



Poste



Secteur (top 5)



Base : 411 décideurs de conseils d'administration dans le monde entier
Source : une étude menée par Forrester Consulting pour le compte de Diligent, août 2018

Annexe C : Notes de clôture

[1] Source : « GRC Vision 2017-2022: Customer Demands Escalate As Regulators Falter, » Forrester Research, Inc., 2 février 2017.

[2] Source : « Build The Business Case For GRC », Forrester Research, Inc., 14 février 2017.

[3] Source : « The Values-Based Consumer », Forrester Research, Inc., 6 avril 2017.